

La réforme du Musée royal de l'Armée continue à susciter des inquiétudes

LE RÉSUMÉ

Le Musée de l'Armée, en mauvais état, va se fondre dans un futur parastatal avec d'autres services dépendants du ministère de la Défense, perdant au passage ses **statuts d'établissement scientifique fédéral et de service d'Etat à gestion séparée**.

L'annonce de cette réforme n'a pas calmé les craintes de ceux qui redoutent une **dispersion des collections** et une disparition de l'**autonomie de l'institution**.

OLIVIER GOSSET

Ce n'est un secret pour personne que parmi les musées fédéraux, le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire fait figure de (très) grand malade, avec un sous-financement chronique, des bâtiments en attente de rénovation et une direction toujours provisoire.

Mais cette situation pitoyable pour l'image de la Belgique est en train de changer. À la fin mai, le ministre de la Défense, Steven Vandeput (N-VA), qui a la tutelle sur l'institution, a enfin pu faire entériner par le conseil ministériel restreint la création d'un nouvel organisme

transversal, dédié à la mémoire et à la gestion du patrimoine militaire. Le Musée de l'Armée va se fondre dans ce futur parastatal de type B avec d'autres services dépendants du ministère de la Défense, perdant au passage ses statuts d'établissement scientifique fédéral et de service d'Etat à gestion séparée. Les militaires, qui constituent la majorité du personnel (109 sur 187 équivalents

temps plein), disparaîtront progressivement.

Pour dynamiser l'exploitation des collections, dont certaines sont reléguées dans des dépôts, des partenariats privés-publics seront autorisés. L'ensemble du patrimoine du Musée restera la propriété du Fédéral, mais certaines collections pourraient être délocalisées dans des antennes régionales. Ce qui est déjà le

cas aujourd'hui. Côté financement, la Régie des Bâtiments, et son ministre de tutelle, Jan Jambon (N-VA), ont annoncé un budget d'une quinzaine de millions pour réparer les toits du bâtiment.

Ce lundi, le personnel de l'institution a été informé du plan du gouvernement par un collaborateur du ministre, le général major Jean-Paul Claeys. Alors qu'une partie du per-

sonnel a été plus ou moins rassurée par l'exposé «très clair» du général, de nombreuses questions sont restées en suspens. Si la poursuite de la rénovation de la Halle Bordiau, dédiée aux conflits du XX^e siècle, est assurée, rien n'a filtré sur ce qui adviendra des avions de la section Air pendant la réfection de la toiture. Il y a quelques mois, une première mouture du même plan faisait état du déménagement possible d'une partie des avions vers la base de Coxyde, qui aurait été transformée en musée. Une initiative aux relents communautaires qui ne semble plus à l'ordre du jour.

Des apprentis sorciers?

Aucune indication n'a été donnée non plus sur l'avenir de la Cour carrée, qui abritait les blindés. Cette collection – une des plus riches au monde – est actuellement dispersée entre Bastogne, Braaschaat et Landen. Dans ces deux derniers dépôts, elle n'est pas accessible au public,

tandis que la caserne de Bastogne est citée comme une victime potentielle du plan stratégique pour la Défense. À ce stade, il n'y a pas de financement prévu pour une réorganisation. «On essaie de lire entre les lignes, analyse un connaisseur. Les fonds pour de futurs aménagements pourraient découler de la réforme prévue – le chiffre de 20 millions d'économies circule – ou venir de la collaboration avec le privé.» On ne sait rien par ailleurs sur le devenir des ASBL, qui assurent une partie de travail dans le Musée.

«Il y a certes une volonté de regrouper pour faire des économies, ce qui est louable, ajoute un autre spécialiste. Mais on a l'impression que le gouvernement joue aux apprentis sorciers et qu'ils ne savent pas très bien ce qu'ils vont mettre en place. Ce futur parastatal n'existe pas. Ils risquent de détruire tout ce qui a été construit pendant des années. Et le musée risque de perdre son autonomie.»

DÉFENSE

LE PLAN 2030 SE FAIT ATTENDRE

Plus d'un an et demi après la formation de la coalition, on attend toujours **les détails du plan stratégique pour la Défense belge en 2030**. Les partis de la majorité tentent de s'accorder sur la note qui doit définir dans le détail le niveau d'ambition et les structures d'ici 15 ans de l'armée belge, qui **sera réduite à 25.000 hommes**. Aux dernières nouvelles, les discussions butent sur quelques **pierres d'achoppement**, dont les fermetures de Quartiers. Au risque de rendre **impossible un accord final** avant le sommet de l'Otan de Varsovie ou même d'ici les vacances parlementaires.